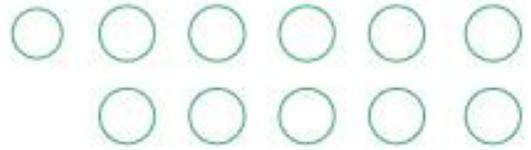


JOURNÉES D'ÉTUDE

Organisées par Chloé Buire, Clémentine Chazal,  
Sylvain Guyot & Hugo Mazzero



# Actualité des sciences sociales en Afrique du Sud

Nouveaux enjeux, terrains et méthodes

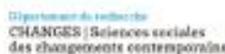


©Sylvain Guyot

**28-29** Mars 2024

**MAISON DES SUDS**  
Esplanade des Antilles  
Pessac

Programme et renseignements :  
<http://www.lam.sciencespobordeaux.fr>



JOUR 1 – 28 mars 2024			
	HORAIRE	DESCRIPTION	INTERVENANTS
<b>Accueil et inscriptions</b>	12h00 12h30		
<b>Ouverture</b>	13h00 13h30	Mots d’ouverture	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Benoit Dupin et Chloé Buire</li> </ul>
<b>Panel 1</b>	13h30 15h30	Fragmentations et nouveaux imaginaires de la Nation (voir pp. 3-4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Sophie Dulucq</li> <li>○ Léo Fortaillier</li> <li>○ Jeanne Bouyat</li> <li>○ Camille Martinerie</li> </ul>
<b>Pause-café</b>	15h30 16h00	Présentation de l’exposition “Ainsi surgirent les couleurs d’une nouvelle nation : cartes peintes d’Afrique du Sud”	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Sylvain Guyot</li> </ul>
<b>Panel 2</b>	16h00 18h00	Citadinités: les fractures Ordinaires (voir pp. 5-7)	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Myriam Houssay Holzchusch</li> <li>○ Line Relisieux</li> <li>○ Océane De Oliveira</li> <li>○ Rodolphe Demeestere</li> </ul>
<b>Soirée IDAF à Bordeaux</b>	19h00 23h00	Dîner-causerie “Musiques et littératures d’Afrique du Sud d’hier et d’aujourd’hui” au Réseau Paul Bert, Bordeaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Daniela Da Fonseca Gomes Nazaré et Chloé Buire</li> </ul>
JOUR 2 – 29 mars 2024			
<b>Panel 3</b>	08h30- 10h30	Environnement et écologies politiques (voir pp. 8-9)	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Sylvain Guyot</li> <li>○ Clémentine Chazal</li> <li>○ Hugo Mazzerio</li> <li>○ Mélanie Pommerieux</li> </ul>
<b>Pause-café</b>	10h30 - 11h00		
<b>Panel 4</b>	11h00 - 13h00	Gouvernement et fabrique de la ville (voir pp. 9-10)	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Claire Benit-Gbaffou</li> <li>○ Julien Migozzi</li> <li>○ Fatoumata Diallo</li> <li>○ Margaux De Barros</li> </ul>
<b>Déjeuner</b>	13h00- 14h00	Buffet à la <i>Maison des Suds</i>	
<b>Book Launch</b>	14h00- 14h30	Café et présentation d’ouvrage “Local officials and the struggle to transform cities – a view from post-apartheid South Africa”	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Claire Bénit-Gbaffou, Jeanne Bouyat et Rodolphe Demeestère</li> </ul>
<b>Atelier de clôture</b>	14h30 - 16h00	Réseaux des ressources et partenaires pour la recherche en Afrique du Sud	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Participation d’Annael Le Poullennec, directrice de l’IFAS-Recherche</li> </ul>
<b>Farewell</b>	16h00 - 17h00		

# Jeudi 28 mars

## Accueil et inscription (12h30)

---

## Mots d'ouverture (13h - 13h30)

Chloé Buire, co-organisatrice de l'événement

Benoît Dupin, coordinateur de la [Rainbow Season](#)

---

## 13h30 – **Panel 1** – Fragmentations et nouveaux imaginaires de la Nation

Trente ans après la fin de l'apartheid, le portrait optimiste d'une société "arc-en-ciel" animée par des idéaux démocratiques qui dominait dans les années 1990 n'est plus d'actualité. Ce panel propose d'explorer les nouvelles inquiétudes politiques et épistémologiques qui traversent la société sud-africaine contemporaine et de poser la question de la transformation d'une société au-delà du moment de la rupture.

**Discussion et modération : Sophie Dulucq**, Professeure, Université Toulouse-Jean Jaurès, UMR FRAMESPA

**Camille Martinerie**, docteure en Études Anglophones (Aix-Marseille Université) et African Studies (University of Cape Town), ATER au Laboratoire d'Études et Recherche sur le Monde Anglophone (LERMA UR 853), Aix-Marseille Université

*Les enjeux intellectuels de la décolonisation à l'université : regards croisés entre la France et l'Afrique du Sud*

La décolonisation des savoirs en Afrique du Sud fut l'un des thèmes centraux des revendications étudiantes #RhodesMustFall (#MF) qui débutèrent à l'université du Cap en 2015. Formulées dans le langage de la décolonialité conceptualisé dans les années 2000 par des penseurs diasporiques latino-américains, ces contestations provoquèrent de vifs débats sur le sens même de la décolonisation au sein du monde universitaire sud-africain. En effet, le terme « décolonisation » appliqué aux savoirs recouvre différents sens selon les contextes et les interlocuteurs. Aussi, il doit être avant tout compris ici comme un cadre d'interprétation qui a évolué selon la manière dont

la conquête coloniale a été théorisée – les motivations qui sous-tendent les projets coloniaux et impériaux ayant eu des conséquences directes sur la compréhension de leurs déconstructions. L'un des enjeux majeurs de la décolonisation est inhérent à sa dimension transversale, précisément parce que la décolonisation intellectuelle implique une remise en question de la construction des connaissances – et donc des disciplines – mais aussi une remise en question de leurs points d'origine et de leurs articulations dans la conversation inégale qui persiste entre les Nords et les Suds globaux. Bien que la remise en cause de l'hégémonie des systèmes de connaissance occidentaux soit de plus en plus présente dans les discours publics et académiques depuis les années 2010 sur la scène internationale, la critique décoloniale a fait l'objet de virulentes polémiques en France sans voir émerger un débat de fond sur ses implications pour la recherche en études africaines. Dans cette communication, je propose donc de faire un état des lieux des enjeux intellectuels de la décolonisation des savoirs afin d'explorer les défis théoriques et méthodologiques qu'elle pose à l'étude de l'Afrique du Sud en France.

**Léo Fortailier**, doctorant, Laboratoire des Sciences Sociales du Politique (Sciences Po Toulouse) ; École Doctorale Temps, Espaces, Sociétés, Cultures (UT2J)

*Entre Genève et Khayelitsha : penser et travailler la « cohésion sociale » dans les townships du Cap depuis la cause des migrant.es*

Pour répondre aux attaques particulièrement violentes de 2008 contre des personnes identifiées comme « étrangères », plusieurs ONG pour migrant.es du Cap ont développé des programmes de « cohésion sociale » à destination des habitant.es des townships. Financées par des bailleurs, souvent basés en Europe, ces associations proposent de sélectionner, de former et d'accompagner des « leaders » pour qu'ils et elles puissent prévenir les attaques xénophobes mais aussi améliorer de manière générale la vie de leurs quartiers. En m'appuyant sur les observations participantes menées au sein de trois de ces programmes de 2015 à 2019, je veux ici revenir sur les temps centraux dans le déroulement des programmes que sont les formations. Cette démarche me permettra de revenir sur leurs similitudes et sur les différentes formes qu'elles prennent, en m'intéressant pour chaque organisation, à la rencontre entre des outils souvent conçus avec ou par « Genève » (métonymie des bailleurs) et des formateur.rices qui font face aux « leaders » de « Khayelitsha » (métonymie des townships).

**Jeanne Bouyat**, post-doctorante à l'université de Johannesburg (CERT), docteure associée à Sciences Po (CERI)

*Gatekeeping the school against foreign Others: Three dimensions of institutional xenophobia at school in South Africa. (présentation en français)*

The rejection of non-national Others by “welfare” – as opposed to “regalian” – institutions remains underexplored, despite the spread of border controls within national territories. Meanwhile, state- and nation-formation through schooling have hardly been explored from the perspective of

othering directed at non-nationals. This chapter contributes to filling this double gap through researching what it refers to as the production of “institutional xenophobia” at school, with a focus on post-apartheid South Africa. This theorization builds on debates on “institutional racism”, while arguing for the need to differentiate between “racism” and “xenophobia” when studying state othering. Drawing on thirteen months of ethnographic research in low-income schools in Johannesburg, in branches of the departments of Basic Education and of Home Affairs, and among activist organizations, it identifies three dimensions of institutional xenophobia at school that produce systemic exclusion and stigmatization of “foreign” Others with regard to accessing educational services, public job allocation, and pedagogy.

---

## 15h30 – Pause café

---

### Présentation de l'exposition de Sylvain Guyot

#### **Ainsi surgirent les couleurs d'une nouvelle nation : cartes peintes d'Afrique du Sud**

Sylvain Guyot, artiste et géographe, explore depuis 1996 les transformations post-apartheid qui ont lieu en Afrique du Sud. C'est dans ce pays défiguré par les ségrégations raciales, lors d'un long séjour doctoral au début des années 2000, que sa passion pour la géographie portée par son inspiration artistique trouve toute son expression.

Les surfaces colorées et les lignes sont les deux principales composantes sémiologiques de ce travail artistico-géographique. Les niveaux de gris, noir et blanc compris, représentent la colonisation et l'apartheid ; les couleurs de l'arc-en-ciel symbolisent la « nation arc-en-ciel » en devenir – et les autres teintes les utopies futures. Les lignes matérialisent les frontières raciales.

Lien : <https://visionscarto.net/cartes-peintes-d-afrique-du-sud>

---

### 16h00 – **Panel 2** – Citadinités : les fractures ordinaires

En partant des discours et des pratiques des habitantes et des habitants du Cap, ce panel explore les liens qui font et défont la ville au quotidien. L'intime et le politique s'entremêlent. La violence et l'espoir s'entrechoquent. Les frontières héritées de l'apartheid sont renégociées en permanence et nous, chercheuses et chercheurs, sommes sommé-e-s de préciser notre positionnement dans la ville comme dans l'université.

**Discussion et modération : Myriam Houssay-Holszchuch**, Professeure, Université de Grenoble, UMR Pacte

**Océane de Oliveira**, doctorante au LESC, Université Paris Nanterre

*Citadinités interstitielles à l'ère post-apartheid : penser les ouvertures et les limites du vivre-ensemble par les contours d'une ville pratiquée, perçue, imaginée*

C'est à travers une ethnographie au ras du trottoir, par l'étude des pratiques citadines ordinaires et des déplacements quotidiens de mes interlocuteurs que j'étudie la citadinité post-apartheid au Cap. Il s'agira d'expliquer ma méthode d'enquête et de montrer comment j'appréhende la ville par ses interstices plutôt que par ses frontières et ruptures, en provoquant ainsi un déplacement de regard. Comme porte d'entrée sur la ville, j'ai en ce sens choisi un espace atypique dans le paysage sud-africain : il s'agit d'un ancien terrain militaire, appelé « la ferme » par ses résidents, situé au sein du City Bowl et occupés illégalement par un groupe mixte de résidents : Blancs, Noirs et Coloureds voient et partagent la même situation de précarité économique. L'enquête prend en compte le large éventail de liens dans lesquels ces citoyens sont pris tout au long de la journée, allant des liens faibles spécifiques de l'espace public aux liens forts tissés dans l'espace intime du voisinage, ceci afin de comprendre comment le rapport à l'Autre se négocie dans un jeu de distance et proximité. En choisissant de marcher au côté de citoyens dont l'identification « raciale », l'âge et le genre sont différents, lesquels me conduisent vers d'autres espaces publics, mon objectif est ainsi de comprendre comment ces citoyens circulent d'un monde à l'autre, en franchissant et redéfinissant constamment les frontières sociales, 'raciales', culturelles, spatiales.

**Line Relisieux**, doctorante Department of Geography and Environment, London School of Economics.

*Communautés, Gangs et Genre en Afrique du Sud : Explorer la position des femmes confrontées aux violences urbaines.*

Cette présentation s'inscrit dans le cadre de mon doctorat en géographie sur les expériences quotidiennes des figures maternelles autour des gangs de rue au Cap, en Afrique du Sud. Le projet cherche à révéler les récits alternatifs et contre-hégémoniques mis en avant par les femmes vivant dans des communautés où sévissent des gangs, en utilisant un cadre géopolitique féministe. L'objectif est de comprendre comment les vies de ces figures maternelles sont entrelacées avec celles des gangs de rue, de l'État et des acteurs politiques locaux depuis la fin de l'apartheid.

À cette fin, je mènerai des entretiens qualitatifs semi-dirigés avec des figures maternelles autour des gangs au Cap (à partir d'avril 2024) afin de mieux comprendre leurs identités, leurs positionnements à différents niveaux dans les communautés, leurs relations avec les gangsters et les gangs de rue, et leurs réactions face aux différentes formes de violence interconnectées auxquelles elles sont confrontées dans leurs vies quotidiennes. Je prévois également d'effectuer une analyse de médias basée sur des journaux locaux et sur les réseaux sociaux afin d'étudier la présence et la représentation des mères autour des gangs en ligne. Cette présentation se focalise sur les résultats de l'analyse des médias.

**Rodolphe Demeestère, doctorant**, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/Centre Européen de Sociologie et de Science Politique (CESSP)

« *amaGintsa are taking over* » : *De la privatisation à la criminalisation du gouvernement des épicerie somaliennes à Khayelitsha, Cape Town.*

Depuis le courant de l'année 2018, les épiciers somaliens de Khayelitsha sont soumis à un implacable racket par des groupes issus de la grande criminalité, localement connus sous le nom d' « *amaGintsa* ». Basée sur une immersion ethnographique longue dans le township capétonien, cette communication retrace la genèse de ce système de domination xénophobe. Pour ce faire, je prends comme point de départ une série de braquages et d'assassinats survenue au début de l'année 2017. Constamment harcelés par des jeunes voyous (« *ooTsotsi* »), et se sentant délaissés par la police nationale, les épiciers somaliens sont convaincus par certains élus municipaux de signer un contrat de sécurité privée auprès d'un entrepreneur bien inséré dans les réseaux clientélares locaux. Leurs échoppes désormais sécurisées, les épiciers ne sont pas immunisés pour autant - *ooTsotsi* se réinventant en coupeurs de route, braquant régulièrement les camions de livraisons qui ravitaillent les commerces somaliens. Dans ce contexte, les épiciers menacent de rompre le contrat de sécurité privé. L'entrepreneur local se rapproche alors des « grands frères » du quartier pour tenter, non sans succès, de contenir les gangs juvéniles et continuer d'extraire la rente somalienne. L'arrangement ne dure cependant pas : *amaGintsa* multiplie les actes d'autorité spectaculaires et annoncent reprendre (« *taking over* ») le contrat de sécurité. Un glissement s'opère. Le gouvernement privatif des épicerie somaliennes se mue en gouvernement criminel - et les épiciers qui refusent de payer les « *protection fees* » sont au mieux agressés, au pire abattus. Focalisé sur les dynamiques croisées de marchandisation de la sécurité et d'institutionnalisation de la xénophobie, j'explore depuis la rue les liens entre capitalisme et violence, en plaçant les configurations politico-criminelles au cœur du débat relatif à la formation de l'État dans les marges urbaines sud-africaines.

---

## 19h00 – Soirée Institut des Afriques au réseau Paul Bert\*

**Dîner-causerie : Musiques et littératures d'Afrique du Sud d'hier et d'aujourd'hui**

Lien : <https://www.helloasso.com/associations/institut-des-afriques/evenements/repas-causerie-afrique-du-sud-un-parcours-musical-et-litteraire>

**\*Inscription obligatoire**

---

# Vendredi 29 mars

## 8h30 – Panel 3 – Environnement et écologies politiques

Souvent surnommée “premier pollueur” d’Afrique, l’Afrique du Sud impose aujourd’hui aux sciences sociales de prendre au sérieux la question environnementale, non pas simplement comme un objet de recherche mais bien comme une grille de lecture éminemment politique et en lien direct avec les transformations institutionnelles et socio-culturelles en cours. Ce panel propose trois approches possibles pour construire de nouvelles écologies politiques.

**Discussion et modération : Sylvain Guyot**, Professeur, Université Bordeaux-Montaigne, UMR Passages

**Clémentine Chazal**, doctorante LAM (Les Afrique dans le Monde), Sciences Po Bordeaux

*“Quality turn” et réseaux de diffusion des savoirs dans la filière vitivinicole de la Province du Cap.*

La filière vitivinicole sud-africaine fait face à plusieurs enjeux d’ordre environnementaux et socio-économiques. Alors que le vignoble est en proie au changement climatique, il se doit également d’intégrer une demande internationale croissante pour des vins sains et une production viticole respectueuse de l’environnement. C’est à cet enjeu que propose de répondre les acteurs du mouvement des vins nature. Malgré la structuration socio-historique de l’industrie couplée à une vision économique néolibérale dominante (absence d’implication de l’État et absence d’une gouvernance de la filière par les éco-labels), les producteurs sud-africains sont en grande majorité réticents aux régulations et certifications environnementales. Dès lors, on s’interroge : quels sont les canaux et structures qui permettent de sortir d’une logique productiviste et agro-industrielle ? Comment s’opère la diffusion de nouveaux savoirs vers des modes de productions plus sensibles aux éco-systèmes entourant la vigne ? En se basant sur un terrain de neuf mois dans la Province du Cap, auprès de producteurs indépendants et engagés dans le mouvement des vins nature, la communication révèle l’importance des réseaux dans la diffusion de nouveaux savoirs et savoir-faire. L’analyse de ces réseaux met en lumière les leviers et les modes d’actions qui permettent un véritable tournant qualitatif (*quality turn*) dans la filière.

**Hugo Mazzero**, doctorant Passages, Université Bordeaux-Montaigne

*Le parc national Kruger : un territoire de conservation ? Permanences de logiques d’appropriation spatiale et de ségrégation en Afrique du Sud*

Cette communication propose d’analyser le parc national Kruger (PNK) en tant que territoire de conservation en Afrique du Sud. Cet espace protégé de notoriété internationale est en effet traversé par de nombreuses dynamiques spatiales qui entrent fortement en résonance avec le

concept de territoire : délimitation matérielle, exercice et support d'un pouvoir de contrôle, ou encore appropriation culturelle et identitaire. Bien plus qu'un espace de tourisme de nature, le PNK est un lieu où s'affrontent différentes logiques et modalités de relation à l'espace et à la biodiversité (en l'occurrence certaines espèces de grands mammifères sauvages). Ce parc rend ainsi compte d'enjeux spatiaux et sociaux complexes que cette communication propose de mettre en perspective. Nous nous baserons pour ce faire sur une étude de la littérature scientifique ainsi que sur l'analyse des résultats d'enquêtes de terrain réalisées au sein du parc national Kruger auprès de touristes et d'acteurs de la conservation.

**Mélanie Pommerieux**, chargée de recherches et développement de la chaire Participations Médiation Transition citoyenne, LIENSs UMR 7266, La Rochelle Université

### *Participation environnementale dans trois villes moyennes sud-africaines*

Depuis les années 1990, les Sud-Africains ont constitutionnellement le droit de vivre dans un environnement sain, et la participation de tous, en particulier des plus vulnérables, est garantie par la loi. Comment de tels droits et principes ont-ils été localement opérationnalisés depuis ? Dans cette communication, je propose de montrer en quoi une étude de l'action publique environnementale locale au sein de trois villes moyennes sud-africaines peut être pertinente et complémentaire à des recherches menées au niveau national. A partir d'une recherche conduite en 2014 et 2015 dans deux provinces différentes, je montrerai les difficultés à intégrer les enjeux environnementaux aux enjeux socio-économiques et leur impact sur la participation des publics vulnérables. Puis j'étudierai des initiatives favorisant des arrangements institutionnels visant à dépasser cette séparation avec l'implication de nouveaux acteurs locaux.

---

## *10h30 – Pause-Café*

---

## **11h00 – Panel 4 – Gouvernement et fabrique de la ville**

Les villes sud-africaines ne sont pas seulement les héritières d'un lourd passé ségrégationniste, elles sont aussi des laboratoires pour de nouveaux modèles de gouvernement qui réinterrogent le rôle de l'État et les frontières du politique plus largement. Entre stratégies métropolitaines, oppositions citoyennes et technologies numériques, ce panel explore les possibilités de résistance et d'innovation qui surgissent – ou s'éteignent, dans les transformations urbaines actuelles.

**Discussion et modération : Claire Bénit-Gbaffou**, Maître de Conférence, Université Aix-Marseille, UMR Mesopolhis

**Julien Migozzi**, Post doctorant, School of Geography and the Environment, University of Oxford

*La ville sud-africaine : post-apartheid, globale ou smart ? Penser la stratification sociale et le changement urbain en 2024*

30 ans après la fin de l'apartheid, trois modèles s'enchevêtrent pour conceptualiser la ville sud-africaine et son évolution : le modèle post-apartheid ; le modèle de la ville émergente ; le modèle de la « smart city » qui souhaite capturer l'évolution des technologies numériques. Ces trois modèles mettent l'accent sur l'évolution des modes de gouvernance, décrivent la persistance, voire l'aggravation des inégalités urbaines, soulignent le rôle des infrastructures pour penser la citadinité, et suggèrent que la ségrégation s'organise davantage par la classe sociale que par la catégorisation raciale. Mais ces modèles prennent en compte de manière très inégale les mécanismes de ségrégation impulsés par le marché du travail et celui du logement, pourtant essentiels pour cerner les logiques du changement urbain. Cette présentation dresse un état des lieux des études urbaines pour suggérer quelques pistes conceptuelles pour penser la ville sud-africaine.

**Fatoumata Diallo**, doctorante au CERI, Sciences Po Paris

*Décentraliser par le projet. Interroger l'évolution des compétences de la Municipalité du Cap à travers la mise en œuvre du Bus Rapid Transit (BRT)*

La communication se basera sur mon matériau de thèse récolté lors de mes terrains à Cape Town, et traitera des tentatives des acteurs de la municipalité du Cap d'acquérir de nouvelles prérogatives à travers le déploiement national du Bus Rapid Transit (BRT). Mon analyse s'appuiera sur les travaux qui interrogent les reconfigurations de l'action locale sud-africaine dans les années 2000-2010 mais le papier dialoguera également avec des travaux sur la décentralisation en Afrique, une littérature néo-institutionnelle du changement institutionnel à l'échelle locale et dans une moindre mesure avec les travaux autour du marketing territorial.

**Margaux De Barros**, post-doctorante au Centre d'Etude de la Vie Politique (Cevipol) à l'Université libre de Bruxelles

*Transformer les habitants en militants du quotidien. Ethnographie des pratiques préfiguratives au sein de l'occupation Cissie Gool House au Cap.*

Cette contribution vise à comprendre le tournant stratégique du répertoire d'action utilisé par les membres de *Reclaim The City* pour défendre le droit au logement au Cap. D'abord principalement mobilisés dans l'espace public, une partie des leaders décident en 2019 de recentrer l'action du mouvement social sur l'occupation *Cissie Gool House*. Je m'interrogerai sur les motifs de cette réorientation stratégique et, à partir d'observations ethnographiques, j'analyserai l'adoption de nouvelles pratiques préfiguratives. Je montrerai que celles-ci visent à renforcer l'identité collective du groupe, à encourager le passage de l'habitant au militant, et à bâtir sur le long terme un projet urbain alternatif.

---

## 13h00 – Pause déjeuner

---

## 14h00 – Booklaunch

*Local officials and the struggle to transform cities – a view from post apartheid South Africa*, paru en février 2024 aux Presses de UCL, avec Claire Bénit-Gbaffou (coordinatrice de l'ouvrage), Jeanne Bouyat (contributeur) et Rodolphe Demesteere (contributeur).

## 14h30 – Atelier de clotûre

Le but de cet atelier est de poser les bases de réponses communes aux questions éthiques et épistémologiques particulièrement difficiles auxquelles sont confronté-e-s les chercheuses et chercheurs de terrain depuis l'émergence du "fallism" dans l'académie sud-africaine. Comment les savoirs universitaires s'articulent-ils aux besoins de transformation sociale ? Quelles sont les méthodes de co-construction des savoirs les mieux adaptées à des contextes de division économique, sociale, raciale, mais aussi épistémique, exacerbée ? En affrontant ensemble ces questions, nous rappelons que ce n'est pas au chercheur ou à la chercheuse isolé-e de proposer des réponses mais que c'est bien collectivement et à travers la construction de partenariats durables que nous pourrons renouveler la production des savoirs en et sur l'Afrique du Sud.

**Avec la participation d'Annaël Le Poullennec, directrice de l'IFAS-Recherche.**

